

NIGER

ÉVALUATION DE LA RECHERCHE AGRICOLE

Gert-Jan Stads, Mourima Issoufou et Aboubacar Malam Massou

Note de Pays • Juillet 2010

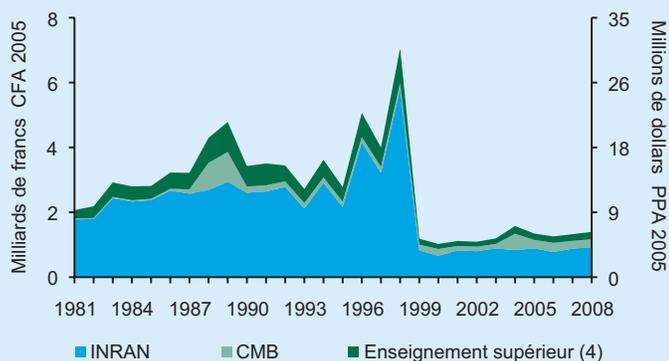
LES TENDANCES À LONG-TERME DES INVESTISSEMENTS ET DE LA CAPACITÉ DE LA R&D AGRICOLE

Après avoir connu une évolution irrégulière pendant les années 1980 et 1990, les dépenses consacrées à la recherche et développement (R&D) agricole au Niger ont brutalement chuté suite à l'achèvement, en 1998, du Projet national de recherche agricole (PNRA), projet d'envergure financé par un prêt de la Banque mondiale (Stads, Kabaley et Gandah 2004). En effet, en 2008, le pays n'investissait plus qu'approximativement 1,4 milliards de francs CFA de 2005, soit 6,2 millions de dollars PPA de 2005, ce qui représente une baisse de 80 % par rapport au niveau de 1998 (cf. figure 1 ; tableau 1). Sauf indication contraire, les valeurs en dollars énoncées dans le présent texte ont été calculées en appliquant les taux de change dits parité de pouvoir d'achat (PPA), qui permettent de mieux refléter le pouvoir d'achat des devises que ne le font les taux de change classiques.¹ Les taux PPA permettent en effet de comparer les prix d'un éventail plus large de biens et de services échangés sur les marchés locaux (par opposition à internationaux). Pour ce qui est de la capacité de recherche, la tendance de la dernière décennie se révèle également négative : exprimé en équivalent temps plein (ÉTP), l'effectif total des chercheurs agricoles au Niger a baissé, en passant d'un niveau maximum de 118 en 1996 à 93 chercheurs en 2008 (cf. figure 2).

Tendances principales depuis 2000

- L'achèvement du Projet national de recherche agricole (PNRA) en 1998, projet financé par un prêt de la Banque mondiale, a plongé la recherche agricole nigérienne dans une grave crise financière. Les investissements ont chuté brusquement en 1999 et la situation ne s'est pas redressée depuis.
- On constate une diminution de la capacité de recherche agricole au Niger depuis le milieu des années 1990. Le gel de recrutement à la fonction publique bloquant l'arrivée de nouveaux chercheurs, les instituts gouvernementaux voient monter en flèche l'âge moyen de leur personnel de recherche.
- L'Institut national de la recherche agronomique du Niger (INRAN) est la principale agence de recherche et développement (R&D) du pays, représentant environ les trois quarts de la capacité nationale et les deux tiers des dépenses en R&D agricole en 2008.
- Les bailleurs de fonds financent la plupart des activités de recherche agricole menées au Niger. Le Gouvernement n'assume que les coûts salariaux et quelques frais de fonctionnement.
- On s'attend à une reprise des investissements dans la R&D agricole dans les années à venir, par suite du lancement au Niger en 2011 du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), financé par un prêt de la Banque mondiale, et de la mise en œuvre d'importants projets de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

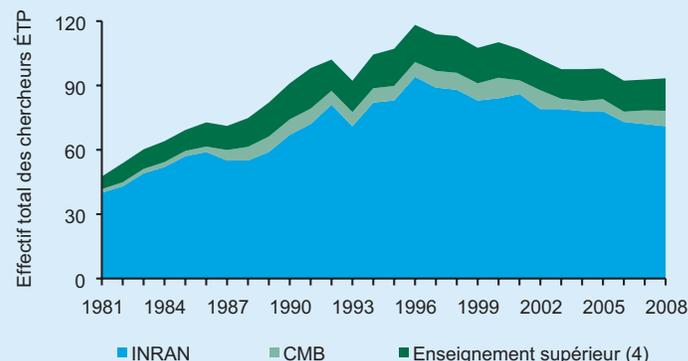
Figure 1—Dépenses, ajustées de l'inflation, pour la R&D agricole, 1981–2008



Sources : calculs effectués par les auteurs, basés sur ASTI-INRAN 2009–10 et sur Stads, Kabaley et Gandah 2004.

Notes : les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans chaque catégorie. Pour de plus amples informations sur la couverture et les procédures d'estimation statistique, voir la page « Niger » sur la page web ASTI à l'adresse www.asti.cgiar.org/fr/niger.

Figure 2—Effectifs chercheurs agricoles en ÉTP, 1981–2008



Sources : calculs effectués par les auteurs, basés sur ASTI-INRAN 2009–10 et sur Stads, Kabaley et Gandah 2004.

Notes : les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans chaque catégorie. Sont inclus les chercheurs expatriés détachés à l'INRAN dans les années 1980 et 1990.

Tableau 1—Vue d'ensemble des niveaux de dépenses et des effectifs de recherche affectés à la R&D, 2008

Type d'organisme	Dépenses totales			Effectifs totaux de recherche	
	Francs CFA	Dollars PPA	Part	Effectifs	Part
	(prix en millions 2005)		(%)	(ÉTP)	(%)
INRAN	926,2	4,1	66,3	71,0	76,1
CMB	244,1	1,1	17,5	7,2	7,7
Enseignement supérieur (4)	226,7	1,0	16,2	15,2	16,2
Total (6)	1.397,0	6,2	100	93,4	100

Source : ASTI-INRAN 2009–10.

Note : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes.

Créé en 1975, l'Institut national de la recherche agronomique du Niger (INRAN) est le principal organisme de recherche agricole du pays, absorbant les trois quarts de la capacité nationale et les deux tiers des investissements globaux en R&D agricole. L'INRAN est un organisme public doté de l'autonomie administrative et financière et placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG/EL). Sa mission principale consiste à favoriser la sécurité alimentaire et le développement rural. L'institut axe ses recherches sur les cultures, l'agronomie, les productions animales, la sylviculture, l'aquaculture et la pêche, ainsi que les questions agro-écologiques et environnementales. Ces activités prennent place dans quatre centres régionaux de recherche agricole situés à Niamey, à Kollo, à Maradi et à Tahoua (Stads, Kabaley et Gandah 2004). Ces dernières années, l'INRAN a enregistré d'importantes fuites de personnel – affectant les personnels de recherche comme de soutien. En 2008, l'INRAN employait 71 chercheurs ÉTP, ce qui marque une baisse considérable par rapport aux 86 ÉTP de recherche enregistrés en 2001. La cessation du PNRA en 1998 a plongé l'INRAN dans une situation économique pénible. En effet, alors que sous le PNRA, les dépenses de l'institut avaient atteint un niveau de 5,8 milliards de francs CFA en 1998, soit 25,6 millions de dollars (en prix constants de 2005), le tarissement de cette source de financement a provoqué une chute, suivie d'une stagnation. Ainsi, depuis le tournant du millénaire, les dépenses de l'INRAN avoisinent les 0,8 milliards de francs CFA ou 3,8 millions de dollars (en prix de 2005).

Le deuxième organisme d'État nigérien effectuant de la recherche agricole, c'est le Centre de multiplication du bétail (CMB) qui relève du MAG/EL. En 2008, le CMB employait sept chercheurs ÉTP et dépensait 0,3 milliards de francs CFA ou 1,1 millions de dollars (en prix constants de 2005) en R&D agricole, ce qui revient à 17 % du total des investissements en R&D agricole du Niger. Il comprend sept centres secondaires de multiplication de bétail répartis sur le pays : cinq pour les bovins, un pour les caprins et un pour les ovins. Les recherches menées par ces centres portent essentiellement sur l'amélioration génétique et sur la reproduction du bétail. Bien que la recherche fasse partie du mandat du Laboratoire Central d'Élevage (LABOCEL), cet établissement ne

conduit plus d'activités de recherche depuis les années 1990 et de ce fait, il est exclu de l'analyse présentée dans cette note.

Les quatre établissements d'enseignement supérieur identifiés comme étant impliqués dans la R&D agricole sont tous placés sous la tutelle de l'Université Abdou Moumouni (UAM) de Niamey. Il s'agit de la Faculté d'agronomie, la Faculté des sciences et techniques, l'Institut de recherche en sciences humaines (IRSH) et l'Institut des radio-isotopes (IRI). Ensemble, ces quatre agences employaient 15 chercheurs agricoles ÉTP en 2008, ce qui représente un niveau légèrement inférieur à celui observé dix ans plus tôt. Contrairement à l'INRAN, l'UAM est libre de remplacer les membres du personnel qui prennent leur retraite. Toutefois, les ressources humaines, logistiques et d'infrastructure à sa disposition demeurent insuffisantes. Depuis longtemps déjà, les contributions de l'État à l'Université sont réduites au strict minimum : bien qu'on note une augmentation régulière des effectifs estudiantins, les infrastructures et les ressources humaines ne suivent pas au même rythme. Par conséquent, l'Université a été en proie à de nombreuses perturbations, causées entre autres par de longues périodes de grève.

Les scientifiques femmes constituaient 7 % de l'effectif de recherche agricole du Niger en 2008, identique à la proportion enregistrée en 2001 (Stads, Kabaley et Gandah 2004). En 2008, le rapport moyen de l'effectif de soutien par chercheur était de 4,1 et se décompose comme suit : 0,5 pour la catégorie des techniciens, 0,3 pour les employés administratifs et 3,2 pour la catégorie « autre personnel de soutien » (manœuvres, gardiens, chauffeurs, etc.) (Stads, Kabaley et Gandah 2004).

Le total des dépenses publiques en tant que pourcentage du produit intérieur brut agricole (PIBA) est un indicateur courant des investissements réalisés dans la recherche, qui permet de placer les dépenses consacrées à la R&D agricole d'un pays dans un contexte comparable au niveau international. En 2008, le Niger investissait 0,25 dollars pour chaque 100 dollars du PIBA (cf. figure 3), taux

Interaction avec le site web ASTI

 L'abrégé sur Niger qu'ASTI a publié en 2004 présente une description plus détaillée des changements institutionnels affectant la recherche agricole malgache. Cf. http://www.asti.cgiar.org/pdf/Niger_CB24_Fr.pdf.

 Les ensembles de données de base peuvent être téléchargés en se servant de l'outil informatique ASTI que vous trouverez à l'adresse [asti.cgiar.org/fr/data](http://www.asti.cgiar.org/fr/data).

 Cette fiche de synthèse présente des données globales ; des tableaux et des graphiques montrant une information plus détaillée sont affichés à l'adresse [asti.cgiar.org/fr/niger/datatrends](http://www.asti.cgiar.org/fr/niger/datatrends).

www.asti.cgiar.org/fr/niger

bien inférieur aux taux enregistrés pendant la période du PNRA. Le ratio d'intensité de la recherche agricole du Niger se situe parmi les plus faibles de la sous-région. Le nombre de chercheurs ÉTP par exploitant agricole a également diminué depuis les années 90. En 2008, le Niger comptait 23 chercheurs agricoles pour chaque million de producteurs par rapport à 43 en 1996.

STRUCTURE INSTITUTIONNELLE ET ENVIRONNEMENT POLITIQUE

La structure de la recherche agricole nigérienne a peu changé depuis le tournant du millénaire : la répartition des capacités entre l'INRAN, le CMB et les établissements d'enseignement supérieur est restée relativement stable. Toutefois, depuis peu, on enregistre d'importants changements d'ordre politique au niveau de la coordination de la recherche agricole. Le Gouvernement du Niger a lancé une initiative importante en réponse à des critiques de longue date : on lui reprochait de ne pas avoir de politiques claires axées sur les sciences et les technologies (S&T) et d'ignorer l'importance du rôle que la S&T agricole peut jouer dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Pour remédier à cette situation, il établit, en avril 2009, le Conseil national de la recherche agronomique (CNRA), lui donnant pour mission de l'aider à élaborer une politique nationale de recherche agronomique, à la mettre en œuvre et à en assumer le suivi. Le CNRA est chargé de proposer au Gouvernement un document de politique nationale en matière de recherche agronomique, y compris les mécanismes de financement durables et fiables nécessaires à sa réalisation. Il donne également ses avis sur le Plan à long terme de la recherche agronomique (PLTRA), sur les Programmes à moyen terme de la recherche agronomique (PMTRA), sur les résultats des évaluations externes des programmes de recherches et sur les audits des institutions et des organismes de recherche agricoles. Le conseil doit aussi rendre plus efficace et opérationnelle la recherche agronomique au Niger, en stimulant la coopération et en veillant à la coordination des activités et au renforcement des relations entre les institutions de recherche agronomique – tant nationales qu'internationales. À l'heure actuelle, vu l'installation bien récente du CNRA et la période d'agitation politique au début de 2010, il serait prématuré d'émettre une

Interaction avec le site web ASTI

-  Vous trouvez la liste des deux organismes gouvernementaux et des quatre établissements d'enseignement supérieur mentionnés dans ce rapport à l'adresse asti.cgiar.org/fr/niger/agencies.
-  Une liste de définitions (des notions PPA et ÉTP et d'autres méthodes appliquées par ASTI) se trouve à l'adresse asti.cgiar.org/fr/methodology.
-  L'essentiel des données présentées dans cette fiche provient d'enquêtes. Certaines données ont été puisées à des sources secondaires ou bien résultent d'estimations. Pour en savoir plus sur la couverture, cliquez sur asti.cgiar.org/fr/niger/datacoverage.
-  D'autres ressources en information afférentes à la R&D agricole à Niger peuvent être consultées à asti.cgiar.org/fr/niger.

www.asti.cgiar.org/fr/niger

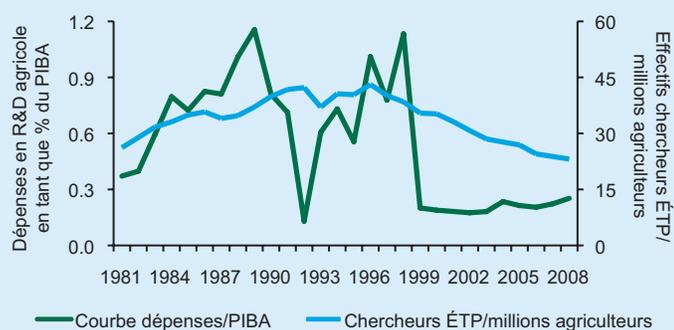
opinion sur la performance du CNRA. Cependant, le CNRA assumera certainement un rôle clé après le lancement au Niger du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP). Ce programme régional sera financé par un prêt de la Banque mondiale et coordonné par le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole (CORAF). Le lancement du PPAAO/WAAPP a dû être reporté à cause des événements politiques intervenus au Niger en février 2010 ; à l'heure actuelle, il est prévu pour 2011. (cf. le paragraphe intitulé « sources de financement », à la page 5).

Par ailleurs, on envisage de modifier le statut de l'INRAN afin de consolider les résultats de l'institut et de lui permettre de remplir sa mission plus efficacement. D'établissement public à caractère administratif (EPA), l'INRAN sera érigé en établissement public à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT) : cette transformation lui apportera une plus grande autonomie académique, scientifique, administrative et financière et de meilleurs moyens légaux, opérationnels et financiers pour mener à bien sa mission.

LES QUALIFICATIONS DU PERSONNEL DE RECHERCHE ET LA FORMATION

En 2008, 92 % des chercheurs agricoles ÉTP actifs au Niger avaient accompli une formation de deuxième cycle et 24 % des chercheurs agricoles avaient passé leur doctorat (cf. figure 4). La comparaison

Figure 3—Intensité des dépenses et des capacités afférentes à la recherche agricole, 1981-2008



Sources : calculs effectués par les auteurs, basés sur ASTI-INRAN 2009-10 ; Stads, Kabaley et Gandah, 2004 ; FAO 2009 et Banque mondiale 2009.

des personnels des différentes catégories institutionnelles révèle un pourcentage plus élevé de chercheurs titulaires d'un doctorat au sein des établissements d'enseignement supérieur (99 %) qu'à l'INRAN (24 %) ou au CMB (44 %). Ce dernier aspect est conforme à la tendance correspondante observée dans beaucoup d'autres pays africains. La plupart des chercheurs agricoles nigériens admis au grade de docteur/PhD ont fait des études à l'étranger, bien que, depuis peu, l'UAM offre également des formations doctorales.

Ces dernières années, l'INRAN a dû faire face à une grave crise de capacité. Au cours des années 90, par le biais du PNRA, la Banque mondiale avait assumé les frais d'études d'un grand nombre de chercheurs en formation de 2ème (MSc) ou de 3ème (PhD) cycles, à Niamey ou bien à l'étranger (au Maroc, en Côte d'Ivoire ou au Burkina Faso). La fin du PNRA entraîna une forte diminution de ces départs en formation. Dans l'intervalle, l'INRAN perdit un nombre de scientifiques hautement qualifiés – certains pour cause de décès ou de retraite, mais d'autres quittèrent l'institut pour des emplois mieux rémunérés dans des organisations non gouvernementales ou internationales. Ainsi, entre 2005 et 2008, l'INRAN vit son effectif total des chercheurs titulaires d'un doctorat passer de 26 à 17 ÉTP. Or la crise de capacité ne se manifeste pas seulement au niveau des chercheurs : l'INRAN a également vu partir un grand nombre de techniciens et comptables. Le gel de recrutement à la fonction publique bloque le remplacement de ceux qui quittent, ce qui empêche l'INRAN de maintenir une capacité de recherche viable.

Situé actuellement aux alentours de 48 ans, l'âge moyen des chercheurs de l'INRAN augmente rapidement. Le gel de recrutement, toujours en vigueur, ne fait qu'aggraver la situation. Cette réalité posera d'ici peu un défi incontournable aux gestionnaires des capacités humaines et financières de l'institut. En effet, la structure d'âge de son personnel de recherche amène l'INRAN à faire les pronostics suivants : près de 44 % de l'effectif actuel partiront à la retraite entre 2010 et 2020, et 82 % d'ici 2025. Le vieillissement du personnel place donc l'INRAN dans une perspective difficile car, pour pouvoir maintenir sa capacité humaine, il lui faudra recruter entre 30 et 50 chercheurs dans les 15 prochaines années. Il faut noter cependant qu'à l'heure

actuelle, cinq chercheurs de l'INRAN font des études de 3ème cycle sur financement de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et le Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) : il s'agit de quatre sélectionneurs à l'Université d'Accra au Ghana et d'un pathologiste à l'UAM.

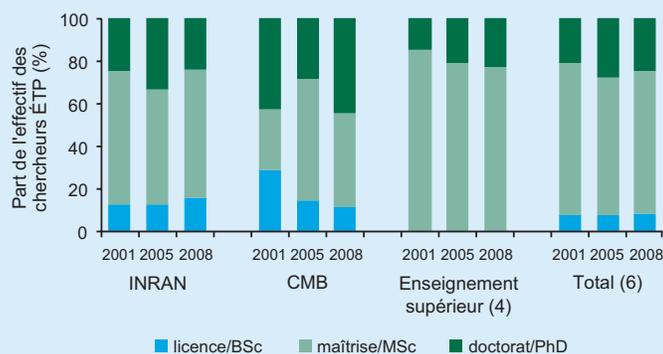
L'UAM a vu croître son effectif enseignants-chercheurs agricoles, qui est passé de 10 ÉTP en 2001 à 14 ÉTP en 2008. Tous les enseignants-chercheurs de la Faculté d'Agronomie, de la Faculté des Sciences, de l'IRI et de l'IRSH sont titulaires d'un doctorat. Leurs études ont été en grande partie financées par des bailleurs de fonds, notamment des agences de la Coopération française et suisse. Les enseignants-chercheurs désireux de suivre une formation s'investissent à titre individuel dans la recherche de fonds.

TENDANCES DE L'INVESTISSEMENT

La ventilation des coûts

Comme la ventilation des budgets de recherche entre salaires, frais d'exploitation et dépenses d'investissement influe sur l'efficacité de la R&D agricole, une composante de la présente étude a consisté à recueillir auprès des organismes publics des données détaillées, spécifiées par catégorie de coûts. Pendant les années 2001–2008, le total des salaires absorbait 60 % des dépenses de l'INRAN, tandis que les frais de fonctionnement et les coûts de programmes représentaient 39 % et les immobilisations 1 % (cf. figure 5). Bien que depuis une vingtaine d'années, l'INRAN reçoive un montant annuel fixe de 500 millions de francs CFA (courants) du Gouvernement, ce montant ne couvre même pas les coûts salariaux (à raison de 611 millions de francs CFA en 2008) et l'institut est obligé de générer de ressources en interne (vente de semences ou de produits et location du matériel agricole) pour y subvenir. Les coûts de programme sont entièrement pris en charge par des bailleurs de fonds ou des réseaux régionaux. Les investissements réalisés par l'INRAN depuis 1998 sont négligeables. De ce fait, de nombreux bâtiments et certains équipements sont actuellement en mauvais état et nécessitent un travail de réhabilitation. Dans le cadre du PPAO/WAAPP, il est prévu d'investir d'importantes sommes dans la remise en état de l'infrastructure de l'INRAN.

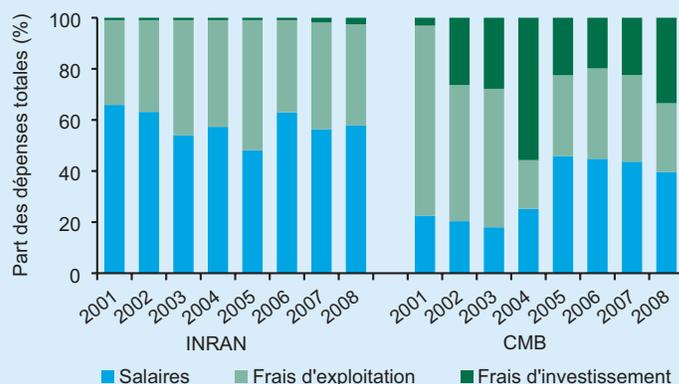
Figure 4—Niveau de qualification des chercheurs, par catégorie institutionnelle, 2001, 2005 et 2008



Source : ASTI-INRAN 2009–10.

Note : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes.

Figure 5—Dépenses de l'INRAN et du CMB, par catégorie des coûts, 2001–2008



Source : ASTI-INRAN 2009–10.

S'agissant du CMB, la répartition de ses ressources affiche une tendance bien différente. Au cours de la période 2001–2008, la part des salaires, des frais de fonctionnement et des investissements représentaient chacun environ un tiers des dépenses totales du centre. Les montants exacts des dépenses de l'UAM de Niamey n'étaient pas disponibles.

Sources de financement

Les principales sources de financement de la recherche agricole nigérienne sont les recettes publiques, les contributions des bailleurs de fonds ou des réseaux régionaux et sous-régionaux et enfin, la vente de produits et de services. Au cours de la période 2000–2008, les contributions du Gouvernement finançaient plus de la moitié des dépenses de l'INRAN. La part des bailleurs de fonds et des réseaux s'élevait à 35 % et celle des ressources générées en interne (surtout par la vente de semences) à 10 % (cf. figure 6). Cette répartition constitue un contraste frappant avec celle enregistrée pour les années 90 lorsque l'INRAN était fortement tributaire des financements de la Banque mondiale à travers le PNRA et illustre bien la crise financière affectant l'INRAN depuis l'achèvement du PNRA en 1998. D'autres bailleurs de fonds sont intervenus pour prendre la relève et financer des activités de recherche de l'institut, mais à une échelle de contributions bien inférieure à celle des années 90.

Comme il a été mentionné précédemment, l'enveloppe annuelle de 500 million de francs CFA (courants) que le Gouvernement nigérien contribue à l'INRAN ne couvre même pas les frais salariaux encourus. C'est pour cela que l'INRAN doit générer des fonds en interne (par la vente de semences et produits et par la location du matériel) afin de joindre les deux bouts. Son programme de recherche est entièrement financé par des bailleurs de fonds. En fait, depuis l'achèvement du PNRA, la recherche de l'INRAN ne s'organise plus en programmes thématiques, mais en projets financés par des donateurs. Depuis le tournant du millénaire, la liste des principaux bailleurs de fonds inclue l'AGRA, le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA), la Fondation McKnight et INTSORMIL, un programme d'appui aux collaborations internationales de recherche sur le sorgho et le mil.

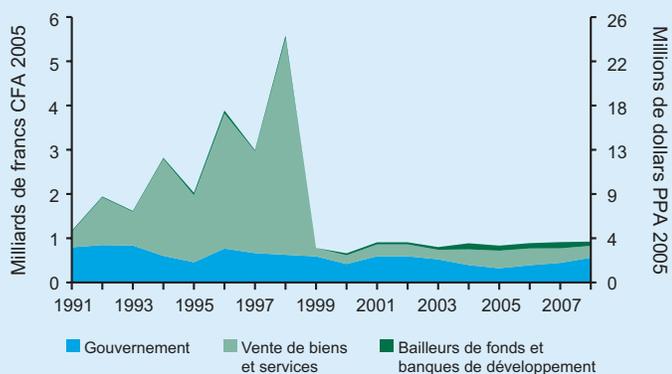
Depuis 2009, l'AGRA contribue un montant de 33 millions de francs CFA à un projet sur la sélection et l'amélioration du

sorgho et une somme de 312 millions de francs CFA à un projet concernant le microdosage des engrais. Des financements annuels comparables sont attendus d'ici 2012. Le FARA pilote le « Programme challenge pour l'Afrique subsaharienne » (PC ASS) dont le financement cumulé pour la période 2006–2009 était de 252 millions de francs CFA. Le PC ASS vise, entre autres, à instaurer des systèmes de production pour les petits exploitants d'Afrique subsaharienne qui soient en adéquation avec une bonne gestion des ressources naturelles. Sa méthode d'intervention repose sur le principe de l'apprentissage par l'action afin de permettre aux agriculteurs d'élargir leurs connaissances et leur expérience. Au Niger le PC ASS du FARA se déroule sur le site d'apprentissage pilote (SAP) Kano-Katsina-Maradi, dans la région de Maradi. Au cours de la période 2006–2009, la contribution à l'INRAN de la Fondation McKnight s'est élevée à 259 millions de francs CFA (courants). La Fondation a financé un projet d'envergure qui visait à améliorer l'accès des paysans aux ressources génétiques de mil et de sorgho et de développer des variétés spécifiquement adaptées aux conditions de production de la région. Pendant la période 2000–2009, le programme INTSORMIL a également appuyé des recherches de l'INRAN sur le mil et le sorgho, d'un montant cumulé de 233 millions de francs CFA (courants).

Il semble qu'après des années d'insuffisance, la situation financière de l'INRAN va s'améliorer en 2010 et 2011. On s'attend à ce que le niveau total des contributions des bailleurs de fonds atteigne les 760 millions de francs CFA (courants) en 2010 – nette augmentation par rapport aux 356 millions reçus en 2009. Cette hausse s'explique surtout par la signature d'une convention avec l'AGRA qui finance le projet sur la sélection et l'amélioration du sorgho mentionné ci-dessus. Par ailleurs, comme évoqué précédemment, le lancement au Niger du PPAO/WAAPP est actuellement prévu pour le début de 2011. Coordonné par le CORAF, ce programme a pour objectif de générer et de diffuser des technologies améliorées dans les zones prioritaires des pays participants qui sont alignées sur les priorités de la sous-région, telles que définies par le CORAF. Lancée en 2007, la première phase du PPAO/WAAPP se concentrait sur trois pays et trois thèmes prioritaires : les racines et tubercules au Ghana, le riz au Mali, et les céréales au Sénégal. En 2009, la planification de la deuxième phase du projet prévoyait l'inclusion de sept pays supplémentaires, parmi lesquels on relève le Niger. Le Niger prendra en charge la filière élevage et touchera un montant de 30 millions de dollars américains (courants) sur une période de cinq ans. Le projet concernera l'INRAN, le CMB et l'UAM et comportera un volet « recherche », un volet « réhabilitation » et un fonds compétitif.

Le Gouvernement nigérien appuie le CMB en assumant ses frais de salaire et en lui accordant une subvention annuelle de 30 millions de francs CFA pour les frais de fonctionnement. Des contributions de bailleurs de fonds et les recettes propres permettent au CMB de financer le reste. Pendant la période 2000–2009, le CMB fut largement tributaire de financements réalisés par les organes de la coopération belge et italienne.² L'achèvement, en 2009, des projets belges entraîna un ralentissement des activités du CMB. En plus, le transfert de 1 200 vaches à une activité profitant aux femmes rurales a causé une baisse des recettes propres du CMB, vu la perte des revenus générés par la vente de lait, de fromage et des animaux. On s'attend à une relance des activités du centre lorsque démarreront les activités du PPAO/WAAPP et celles d'un

Figure 6—Les sources de financement de l'INRAN, 1991–2008



Sources : ASTI-INRAN 2009–10 et Stads, Kabaley et Gandah 2004.

nouveau programme d'élevage financé par la Belgique, dont le budget s'élèvera à 11 milliards de francs CFA et qui comprendra un volet recherche.

L'UAM consacre un quart du budget qu'elle reçoit de l'État à des activités de recherche. Son statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et technique lui garantit la disponibilité d'un vrai budget de recherche, ce qui n'est pas le cas pour les établissements publics à caractère administratif, tels que l'INRAN et le CMB. Il existe au sein de l'Université un comité scientifique chargé d'évaluer les propositions de recherche soumises par les équipes de recherche de l'Université et de retenir celles qui seront financées par le fonds compétitif créé à cet effet. L'Université collabore également à plusieurs projets compétitifs financés par le CORAF et par l'Union européenne, toujours en partenariat avec d'autres agences de recherche ou de vulgarisation. L'IRSH s'est vu attribuer un important financement par le biais du Chronic Poverty Research Centre (CPRC) de l'Université de Manchester au Royaume-Uni.

ORIENTATION DE LA RECHERCHE

La ventilation des ressources entre les différents axes de recherches représentant une décision de politique générale importante, des informations tirées d'enquêtes détaillées ont été rassemblées sur le nombre de chercheurs ÉTP travaillant sur des produits ou des thématiques spécifiques. En 2008, 42 % des chercheurs agricoles nigériens effectuaient des recherches sur les ressources naturelles, 38 % sur les cultures, 29 % sur la sylviculture, 13 % sur les ressources naturelles et 9 % sur l'élevage (cf. figure 7). La catégorie « autre » comprend entre autres la sécurité alimentaire et la socio-économie. La forte réduction de la part de l'élevage depuis le tournant du millénaire est en grande partie attribuable à la cessation de toutes les activités de recherche zootechnique de l'INRAN. Par contre, le rôle de la recherche sylvicole a accru.

Par produit agricole

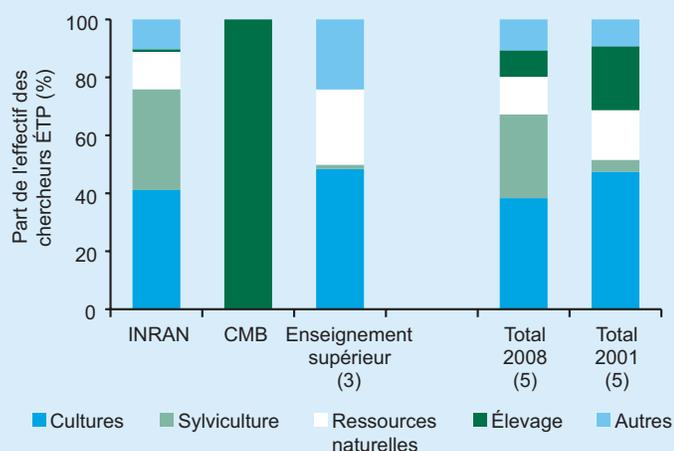
Les cultures les plus étudiées au Niger sont l'arachide et le niébé : en 2008 l'arachide absorba 24 % des ressources globales consacrées à la recherche agronomique et zootechnique et le niébé 22 %. Parmi les autres cultures importantes, on relève le mil (13 %), le sorgho (12 %) et le sésame (9 %) (cf. tableau 2). La filière bovine (7 %) était la plus importante quant aux recherches sur l'élevage.

CONCLUSION

Avec un taux qui, en 2008, ne dépassait pas 0,25 % de son PIBA, le Niger se classe parmi les pays africains qui investissent le moins dans la recherche agricole. En effet, en 2008, les dépenses consacrées à la R&D agricole avaient chuté de 80 % par rapport au niveau enregistré en 1998, l'année de l'achèvement du PNRA financé par la Banque mondiale et depuis cette date, la recherche agricole nigérienne en général (et l'INRAN en particulier) se trouve dans une situation financière pénible. L'enveloppe annuelle que le Gouvernement attribue à l'INRAN ne couvre même pas les coûts salariaux encourus et l'institut est donc obligé de générer des ressources en interne pour joindre les deux bouts. Ses programmes de recherche sont entièrement financés par des bailleurs de fonds. Or l'on s'attend néanmoins à une remontée prochaine des investissements dans la R&D agricole du Niger, d'une part en raison du lancement du PPAO/WAAP financé par un prêt de la Banque mondiale et d'autre part grâce à d'importants projets financés par AGRA. On prévoit également que la transformation du statut actuel de l'INRAN en établissement public à caractère scientifique, culturel et technique aura un impact positif sur les investissements futurs de l'institut.

Cependant, la période de crise a laissé son empreinte négative sur la capacité de recherche agricole. Entre 2005 et

Figure 7—Répartition des ressources entre les principales filières en 2008



Sources : ASTI-INRAN 2009–10 ; Stads, Kabaley et Gandah 2004.

Note : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes.

Tableau 2—Distribution des recherches agronomiques et zootechniques par produit principal, 2008

	INRAN	CMB	Enseignement supérieur (3)	
			Part des chercheurs ÉTP (%)	Total (5)
Cultures				
Arachide	28,9	—	—	23,9
Niébé	26,4	—	—	21,9
Millet	11,1	—	40,1	12,8
Sorgho	13,3	—	6,2	11,6
Sésame	11,3	—	—	9,4
Autres cultures	6,7	—	53,7	10,3
Élevage				
Bovins à viande	—	80,0	—	6,7
Moutons et chèvres	—	20,0	—	1,7
Autres animaux	2,2	—	—	1,8
Total cultures et élevage	100	100	100	100

Source : ASTI-INRAN 2009–10.

Notes : les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'organismes dans les catégories correspondantes. Le Département de Biologie de la Faculté des sciences et techniques de l'UAM a été exclu.

2008, l'effectif des chercheurs titulaires d'un doctorat de l'INRAN est passé de 26 à 17 ÉTP, réduction en partie causée par le départ de certains scientifiques hautement qualifiés pour des emplois mieux rémunérés dans des organisations non gouvernementales ou internationales. En plus, un gel de recrutement à la fonction publique fait monter en flèche l'âge moyen du personnel de recherche dans les instituts gouvernementaux. Des dizaines de chercheurs prendront leur retraite dans les années à venir et il est donc crucial de recruter et de former de jeunes chercheurs afin de pouvoir maintenir, au niveau national, une masse critique de scientifiques agricoles. L'établissement récent du CNRA laisse espérer que le financement durable, le recrutement et la formation du personnel de R&D agricole occuperont un rang plus élevé sur l'échelle des priorités de la politique publique du Niger dans les années à venir.

NOTES

- ¹ Les données financières sont également disponibles en monnaies locales courantes ou en dollars américains constants de 2005 dans l'outil informatique ASTI (www.asti.cgiar.org).
- ² L'Italie mit en place un laboratoire d'insémination artificielle à Toukounous, agissant en étroite collaboration avec l'UAM. La Belgique finança un grand projet de sélection et de diffusion de la race bovine azawak (amélioration génétique et diffusion de géniteurs améliorés). Elle finança de même un projet de sélection et de vulgarisation de la chèvre rousse au centre de Maradi.

RÉFÉRENCES

ASTI-INRAN (Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles et Institut national de la recherche agronomique du Niger). 2009-10. Enquête ASTI (Agricultural Science and Technology Indicators). Enquêtes inédites.

Banque mondiale. 2009. *World development indicators 2009*. Washington, D.C.

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 2009. FAOSTAT. <<http://faostat.fao.org/site/452/default.aspx>>. Site consulté le 20 novembre 2009.

Stads, G. J., M. H. Kabaley et M. Gandah. 2004. *Le Niger*. Abrégé de l'ASTI No. 24. Washington, D.C. et Niamey : IFPRI et INRAN.

IFPRI-ROME

L'action de recherche sur les Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI) c/o ESA, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Viale delle Terme di Caracalla • 00153 Rome, Italie

Téléphone : +39-06-570.53192 / 56334 • Skype : ifpriromeoffice

Télécopie : +39-06-570.55522 • E-mail : asti@cgiar.org

www.asti.cgiar.org



Sous les auspices de

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

2033 K Street, N.W. • Washington, DC 20006-1002, États-Unis

Téléphone : +1-202-862.5600 • Skype : ifprihomeoffice

Télécopie : +1-202-467.4439 • E-mail : ifpri@cgiar.org

www.ifpri.org

L'IFPRI se range parmi 15 centres de recherche agricole dont les principaux financements proviennent de gouvernements nationaux, de fondations privées, ainsi que d'organisations régionales et internationales (en majorité membres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), voir www.cgiar.org.

L'INRAN est le principal organisme de recherche agricole du Niger. Il a été fondé en 1975 et se trouve sous la tutelle du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Son vaste mandat englobe les recherches agronomiques, zootechniques, sylvicoles, halieutiques, socioéconomiques et environnementales. Pour en savoir plus, visitez le site web de l'INRAN à l'adresse <http://inran.refer.ne>.

L'action de recherche ASTI qui étudie les indicateurs de la science et de la technologie agricoles recueille, traite et diffuse des données sur les développements institutionnels, les investissements et les ressources humaines appuyant la R&D agricole dans les pays en développement. Géré par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le projet ASTI se réalise à travers des collaborations menées avec de nombreuses agences nationales et régionales, ainsi que sous la forme d'alliances avec des institutions internationales. Il est généralement admis que ce projet, qui bénéficie du soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates ainsi que de contributions complémentaires de la part de l'IFPRI, constitue la source d'information qui fait autorité pour ce qui a trait au financement et à la structure de la R&D agricole dans le monde entier. Pour en savoir plus, visitez le site web ASTI (www.asti.cgiar.org).

Les auteurs remercient les 6 agences nigériennes qui ont participé à l'enquête ASTI. Sans leur engagement, la présente publication n'aurait pas été possible. Les auteurs remercient également Michael Rahija de son assistance aux travaux de recherche et Nienke Beintema et Assoumane Idi des commentaires qu'ils ont livrés sur une version préliminaire du rapport. L'équipe ASTI tient à reconnaître avec gratitude l'appui généreux de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Copyright © 2010 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Institut national de la recherche agronomique du Niger. Des sections de ce rapport peuvent être empruntées sans l'obtention d'une permission formelle, à condition que l'IFPRI et l'INRAN soient cités comme la source. S'adresser à ifpri-copyright@cgiar.org pour demander la permission de réimprimer ce document.

Cette Note de pays a été rédigée dans le cadre du programme ASTI. Son contenu n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation par les pairs. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue ni les politiques de l'IFPRI et l'INRAN.